

<https://www.elcorreo.eu.org/Alastair-Crooke-La-puissance-des-BRICS-sur-les-matieres-premieres-va-t-elle-imposer-un-nouvel-ordre-economique>

# **Alastair Crooke : La puissance des BRICS sur les matières premières va-t-elle imposer un nouvel « ordre » économique ?**

Date de mise en ligne : vendredi 22 septembre 2023

- Empire et Résistance - Blocs régionaux - BRICS -

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Un « tournant » tranquille s'est produit. Il n'a rien eu d'éclatant, beaucoup l'ont peut-être à peine remarqué, mais ce fut pourtant significatif.**

Le G20 n'a pas sombré dans la confrontation sordide attendue, les États du G7 (que Jake Sullivan a qualifié de « [comité directeur du monde libre](#) ») exigeant une condamnation explicite de la Russie au sujet de l'Ukraine, versus le Reste - comme cela s'est produit l'année dernière à Bali. Non, le G7 s'est « rendu » de manière inattendue à un « non-Occident » mondial en pleine ascension, qui a insisté de manière cohérente sur sa position collective.

Les prémices de l'insurrection étaient évidentes depuis le sommet des BRICS au mois d'août – c'était écrit sur les murs. Le non-Ouest ne se laisserait pas corrompre ou contraindre à soutenir la « ligne » du G7 à l'égard de la Russie. La guerre en Ukraine a été à peine mentionnée dans la déclaration finale - convenue - et l'exportation de céréales (russes et ukrainiennes) a été traitée de manière équitable. C'était un chef-d'œuvre de diplomatie de la part de l'Inde.

Le G7 a manifestement décidé que le jeu consistant à marquer des points sur l'Ukraine n'en valait pas la chandelle. Ce dernier a donné la priorité à la recherche d'un consensus, plutôt que faire échouer le G20 (peut-être « définitivement », avec une déclaration bloquée).

Mais pour que les choses soient claires, ce n'est pas le fait de minimiser l'Ukraine qui a marqué le « tournant ». Le changement concernant l'Ukraine - désormais consolidé dans le cadre d'un changement plus large de [la politique US](#) à l'égard de l'Ukraine - était très important, mais pas primordial.

Ce qui est 'primordial', c'est que l'ensemble des pays non occidentaux a pu se rassembler autour de sa demande urgente d'une réforme radicale du système mondial. Ils veulent un changement dans l'architecture économique mondiale ; ils contestent les structures (c'est-à-dire les systèmes de vote qui se cachent derrière ces structures institutionnelles telles que l'OMC, la Banque mondiale et le FMI) - et surtout, ils s'opposent à l'hégémonie de l'arme dollar.

La demande - pour dire les choses clairement - est d'avoir un siège à la table des négociations. Point final.

Rien de tout cela n'est nouveau, cela germe depuis la fameuse déclaration de Bandung (1955), dont la résolution a jeté les bases du mouvement des non-alignés. À l'époque, ces États n'avaient pas le poids nécessaire pour [atteindre](#) leurs objectifs. Il en va autrement aujourd'hui : Menés par la Chine, la Russie, l'Inde et le Brésil, les BRICS ont le poids économique et la « position de première ligne face à l'Occident » nécessaires pour contester « l'ordre des règles » et insister sur le fait que s'il doit y avoir des « règles », elles doivent être consensuelles.

Il s'agit d'un programme véritablement radical. Une fois encore, le « tournant » est que le non-Ouest, même en l'absence des présidents Xi ou Poutine, a montré qu'il avait le « poids » nécessaire pour faire tomber le G7.

C'est une bonne chose en théorie, mais il faut maintenant passer au concret : L'Inde aspire à un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies. Beaucoup diront que l'Inde a les qualités requises. C'est sans doute le cas. La structure du Conseil de sécurité tend aujourd'hui à ressembler à une relique fossilisée de l'après-guerre.

Pourtant, qui se porterait volontaire pour céder son siège à une Inde digne de ce nom ? Le Brésil (surprise, surprise)

pense que l'Amérique du Sud devrait également avoir son mot à dire au sein du Conseil. En somme, la réforme du Conseil est une question qui, du moins jusqu'à présent, s'est avérée « intouchable ». Mais les temps changent. Il s'agit d'une question sur laquelle le Sud global a des ambitions et continuera à creuser, sans s'embarrasser, à la manière d'un terrier.

Il y a ensuite la question des « deux sphères ». Les déclarations des BRICS et du G20 insistent toutes deux sur le fait que leur objectif n'est pas de supplanter « l'ordre » existant, mais de l'habiter dans des conditions équitables, après une reconstruction et une réorientation majeures.

L'Inde, en particulier, est réticente à brûler tous les ponts avec l'Occident et penche pour la notion de réforme progressive de la structure économique mondiale, conduisant à l'établissement d'une sphère commerciale unique (l'Inde a de nombreux intérêts en Occident). D'autres États des BRICS partagent également ce point de vue. Ils refusent d'être contraints de choisir entre deux sphères incompatibles. (La Chine était de cet avis, mais elle constate aujourd'hui que ce sont les États-Unis, malgré leurs dénégations, qui ont l'intention de brûler les ponts avec la Chine !)

Mais n'est-il pas un peu naïf d'attendre de l'Occident qu'il abjure son colonialisme camouflé ?

La primauté occidentale repose sur les piliers que sont la menace d'une guerre financière et de sanctions, le monopole des brevets technologiques, les normes et protocoles réglementaires, ainsi que la détention et le maintien d'une « avance technologique » mondiale. Le Premier ministre Modi pense-t-il vraiment que l'Occident peut être incité à renoncer à ces atouts simplement parce que le Sud le lui demande ?

Cela semble « tiré par les cheveux » (même s'il ne fait aucun doute que Xi et Poutine ont expliqué à Modi certaines de ces « réalités » financières).

Bien, ces « faits de la vie », que certains membres des BRICS ne sont pas encore prêts à intérioriser, sont précisément la raison pour laquelle la Russie et la Chine préparent une sphère économique alternative, totalement détachée du dollar et du système bancaire et financier lié au dollar. Il s'agit d'un plan « B », qui peut facilement devenir un plan « A ».

Ce débat (une seule sphère commerciale ou deux) est susceptible de devenir la question clé à laquelle sont confrontés les BRICS et l'Occident. Il dépend de la réaction de l'Occident : sera-t-il possible de forcer les États-Unis à procéder à des réformes aussi radicales des institutions et structures actuelles alignées sur les États-Unis, de sorte qu'une sphère économique non occidentale totalement distincte ne soit pas nécessaire ?

Il est possible que ces questions soient mises en avant plus tôt que certains ne le pensent, peut-être même lors de l'Assemblée Générale des Nations Unies de la semaine prochaine.

Franchement, la dure réalité est que si les États-Unis d'Amérique cèdent leur contrôle sur l'architecture financière mondiale, on peut s'attendre à ce que le niveau de vie des États-Uniens diminue de manière significative à mesure que la demande de dollars (avec une augmentation du commerce mondial dans les monnaies nationales) diminuera. Bien entendu, la demande de dollars ne disparaîtra pas complètement.

Cette demande collective d'une nouvelle architecture financière - un nouvel accord de *Bretton Woods* - ne pouvait pas arriver à un moment plus délicat pour l'Occident. Un heureux hasard pour la Russie et la Chine ?

Bien que de nombreux Occidentaux pensent que tout va bien, que la Fed va probablement maîtriser l'inflation et qu'elle va bientôt réduire les taux d'intérêt. Les prix du pétrole ont déjà augmenté de 37 % et continuent d'augmenter. C'est le cas depuis que les prix ont atteint leur niveau le plus bas il y a quelques mois. « Les gens [oublient](#) que les prix du pétrole ont chuté de près de 50 % par rapport à leur sommet, et que cette chute s'est terminée en mai de cette année. Et cette forte baisse des prix du pétrole a été le principal facteur qui a permis de ramener l'inflation globale de 9 % à 3 % ». L'énergie est un coût important qui doit être répercuté sur les consommateurs. Il en va de même pour les intérêts de la dette, qui augmentent à mesure que les taux d'intérêt augmentent dans l'ensemble de l'économie.

Tout le monde attend que la Fed réduise ses taux, car la seule façon pour le gouvernement américain, les consommateurs américains et les entreprises de gérer leur dette actuelle (sur laquelle ils se sont endettés - à taux zéro) est que les taux d'intérêt baissent. Les gens peuvent comprendre cela, mais ils supposent simplement que ce ne sera pas un problème parce que, bien sûr, la Fed « va réduire les taux ».

Il est cependant très peu probable que les autorités occidentales soient en mesure de ramener les taux à zéro. La vente de pétrole supplémentaire à partir de la réserve stratégique US n'est tout simplement pas envisageable : À l'heure actuelle, l'économie des Etats-Unis ne peut fonctionner que pendant 20 jours avec ses réserves de pétrole actuelles.

Et la Fed ne sera pas en mesure de lancer une nouvelle vague de planche à billets si l'économie devait tomber en récession. La Fed peut tenter de sauver l'économie de cette manière, mais lorsque l'inflation est le problème, elle ne peut pas faire autrement.

Le fait est qu'une grande partie des strates dirigeantes n'a toujours pas « compris » : l'expérience de décennies d'inflation quasi nulle que l'Occident a connue s'est imprimée dans l'esprit collectif - mais ce monde où l'on gagnait de l'argent sans effort était une aberration, et non une norme. En clair, l'Occident est aujourd'hui en quelque sorte pris au piège de divers mécanismes financiers, tels que l'épuisement budgétaire (le déficit américain a atteint 8,5 % du PIB).

S'il est vrai que de nombreux Occidentaux ne comprennent pas que l'ère de l'inflation zéro était une aberration, causée par des facteurs qui ne sont plus d'actualité, il est certain que cette aberration est bien comprise à Pékin et à Moscou.

Liam Halligan [note](#) également que les prix du pétrole ont augmenté de près d'un tiers au cours des trois derniers mois : « Il s'agit d'une augmentation extrêmement importante qui pourrait sérieusement aggraver la crise du coût de la vie. Pourtant, cette hausse semble avoir été à peine remarquée par une grande partie de notre classe politique et médiatique ».

Les marchés du brut ont commencé à se resserrer au début de l'été, après que le cartel des exportateurs de l'OPEP a décidé de suspendre l'approvisionnement en pétrole pour tenter de faire monter les prix, et M. Halligan fait une observation acerbe : « *Quiconque minimise le pouvoir de l'Opep ne connaît rien aux marchés mondiaux de l'énergie et encore moins à la géopolitique* ». (insistait il.)

Est-ce un hasard si une guerre financière discrète, déclenchée par la dédollarisation et l'augmentation des coûts de l'énergie, pourrait finalement donner aux BRICS les moyens de contraindre l'Occident à [changer de politique](#) ? Et si la réticence de l'Occident à se restructurer persiste, le leadership des BRICS pourrait-il se renforcer ? Après tout, les BRICS nouvellement élargis sont désormais une puissance dans le domaine des matières premières.

Alors, qui contrôle désormais l'inflation aux États-Unis ? Une Fed piégée ou le nouveau roi des matières premières ?

[Alastair Crooke\* pour [Strategic Culture](#)

Original : [The BRICS Commodity Powerhouse : Can It Force a New Economic 'Order' ?](#), september 18, 2023

[Strategic Culture](#), le 18 Septembre 2023.

\*Alastair Crooke, diplomate britannique, fondateur et directeur du [Conflicts Forum](#). Il a été une figure de premier plan dans le renseignement militaire britannique « *Military Intelligence, section 6* (MI6) » et dans la diplomatie de l'Union européenne. Il a reçu le très distingué ordre de Saint-Michel et Saint-Georges ([CMG](#)), ordre de la chevalerie britannique fondé en 1818.

Traduit de l'anglais pour [El Correo de la Diáspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

El Correo de la Diáspora-Â»

[https://www.elcorreo.eu.org/Alastair-Crooke-La-puissance-des-BRICS-sur-les-matieres-premieres-va-t-elle-imposer-un-nouvel-ordre-economique ?](https://www.elcorreo.eu.org/Alastair-Crooke-La-puissance-des-BRICS-sur-les-matieres-premieres-va-t-elle-imposer-un-nouvel-ordre-economique-?)]. Paris, le 22 septembre 2023.

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une œuvre de [www.elcorreo.eu.org](http://www.elcorreo.eu.org)